



## Un document de politique sur la Palestine

(Approuvé le 5 Mars 2015 par les délégués et les participants de la 35e Assemblée Générale de la FUACE tenue à ACJ / YMCA Bogota Auditorium, Bogota, Colombie)

Depuis plus d'un siècle, la FUACE aspire à parvenir à la justice sociale et le changement. Le travail de la FUACE se manifeste à travers le monde grâce à leur espoir d'un avenir centré sur la justice où les droits humains sont universels.

### Position générale:

La base de l'avis de la FUACE sur le conflit israélo / palestinien est soutenue par le droit international; le Droit International Humanitaire, les Conventions Internationales et l'appel du document palestinien Kairos. Par conséquent, nous cherchons à rétablir la justice et de travailler pour une paix juste et durable dans la terre sainte:

1. Nous appelons à la fin de l'occupation israélienne illégale de la terre palestinienne et toutes les formes de discrimination; vu que cette occupation est un crime contre Dieu et contre l'humanité.
2. Jérusalem doit être une ville ouverte et partagée pour les deux peuples et les trois religions abrahamiques.
3. Les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés y compris Jérusalem-Est - sont illégales en vertu du droit international et doivent être démantelées.
4. Nous appelons à revoir les positions théologiques qui soutiennent certaines options politiques injustes à l'égard des Palestiniens; théologies qui légitiment l'occupation israélienne de la terre palestinienne.
5. Le mur construit par Israël dans les territoires palestiniens occupés est une violation du droit international et doit être démantelé.
6. Le droit des Palestiniens à l'autodétermination ainsi que le droit au retour doivent être respectés

7. Maintenir la paix juste et une solution durable au conflit est réalisé uniquement par des moyens pacifiques. La violence ne peut pas être justifiée qu'elle soit perpétrée par les Israéliens ou Palestiniens.

8. Nous appelons pour le Boycott, le Désinvestissement et la Sanction de l'occupation comme outils non-violents pour la justice, la paix et la sécurité.

9. Nous appelons les Eglises et les organisations œcuméniques dans le monde entier à visiter les territoires palestiniennes occupées en conformité avec l'appel Kairos Palestine sous "Venez et voyez"

10. Nous demandons aux FUACEs régionales et nationales et les MECs afin d'éduquer leurs membres sur le conflit et être engagés dans des activités de solidarité avec le peuple palestinien et dans des initiatives de renforcement de la justice.

### \* Renseignements généraux

En 1948, l'Etat Israël a été annoncé ; un jour qui est encore commémoré aujourd'hui dans l'histoire palestinienne comme la Journée Nakba (Le jour de la Catastrophe). Le processus de la création d'une nation juive a commencé à la fin des années 1800. Tandis que les sociétés européennes devenaient de plus en plus antisémite, le premier Congrès sioniste a eu lieu, qui a abouti à la création de l'Organisation sioniste en 1897 et la naissance de l'idée d'un État juif.

Les sionistes avaient réalisé dès leurs débuts que le soutien d'un pouvoir impérial serait d'une importance vitale. Et ainsi, ils ont atteint pour la Grande-Bretagne, qui à leur tour consultait le sionisme politique favorable. Le rôle principal de la Grande-Bretagne est devenu clair dans la Déclaration Balfour de 1917, dans laquelle la Grande-Bretagne a annoncé que «Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et utilisera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objet. "A cette époque, les Juifs constituaient moins de 10% de la population de la Palestine.

Le taux d'immigration juive en Palestine a augmenté rapidement, et à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y avait plus de 500'000 d'immigrants juifs vivant en Palestine. Cela a déclenché un soulèvement de la population arabe, qui se sont grandement opposés à l'immigration des juifs dans leurs terres. Au moment où la Grande-Bretagne avait décidé de sortir de la Palestine, les Juifs, qui avait déjà des groupes de lobbying très efficaces, en particulier dans les Etats-Unis, avaient 33 nations votant en faveur d'un partage de la Palestine; un pays avec une population qui était de plus de deux tiers arabe, et dont la population juive possédait un peu plus de 6%. Le Plan de Partition remis 55,5% de la Palestine à l'Etat Juif proposé. Vu que la population arabe palestinienne constituait plus de la moitié de la population du nouvel État juif, au moment de la déclaration unilatérale d'indépendance d'Israël en mai 1948, la plupart des dirigeants sionistes ont été préparés pour le «transfert» forcé de la population arabe.

Fin 1947 et toute l'année 1948 jusqu'au début de 1949, la société palestinienne a été démantelé, des villes et villages palestiniens ont été détruits, plus de la moitié de la population palestinienne (environ 1,3 million) ont été déplacées par la milice sioniste et l'Etat d'Israël. On estime que dans quatre sur

cinq villes et villages palestiniens en Israël ont été soit détruits, soit immédiatement réglé par les Juifs. En mai 1948, l'État d'Israël a été proclamée sur 78% de la terre palestinienne.

Au cours de la "Guerre de Six Jours" en Juin 1967, Israël a occupé la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 242 datée 1967, qui a appelé Israël à se retirer des territoires occupés et acquises par la guerre en cette année-là et la souveraineté et la sécurité de tous les Etats de la région, mais cela n'a pas été mis en œuvre.

### Faits sur le terrain:

Plus de six décennies depuis la Nakba, les réfugiés palestiniens ont toujours pas accès à et se voient refuser toute solution durable ou réparation selon le droit international et les résolutions des Nations Unies, y compris le droit au retour dans leurs foyers d'origine. Ce droit est inscrit dans les résolutions de l'ONU, cependant, ces résolutions n'ont pas été appliquées. (Badil, 2010A). À la fin de 2008, environ 67% de l'ensemble de la population palestinienne dans le monde étaient des personnes déplacées par force, y compris 6,6 millions de réfugiés palestiniens et 455 000 personnes déplacées à l'intérieur.(Badil, 2008) Un tiers de tous les réfugiés palestiniens vivent encore dans 58 camps de réfugiés à travers le Moyen-Orient. (UNRWA) Les réfugiés palestiniens sont le plus grand et la plus durable population de réfugiés dans le monde. En fait, deux sur cinq réfugiés dans le monde sont palestiniens. (Badil, 2010B)

La colonisation est illégale en vertu du droit international humanitaire. DIH précise qu'un pouvoir occupant n'a pas le droit de faire des changements permanents dans le territoire qu'il occupe, et selon la 4ème Convention de Genève, article 49, «Le pouvoir occupant ne doit pas expulser ou de transférer une partie de sa propre population civile dans le territoire qu'il occupe". Malgré cela, des colonies israéliennes continuent à être construites et développées sur des terres confisquées aux Palestiniens en Cisjordanie. Selon le HCR (2013), environ 250 colonies ont été créées depuis 1967 en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, avec une population d'environ 520'000. Les colonies de peuplement, au nombre d'environ 100 en 2012 (B'tselem, 2014), ne disposent pas d'une reconnaissance officielle du gouvernement, bien que beaucoup d'entre eux ont été établis avec l'aide gouvernementale. Le gouvernement d'Israël ne parvient pas à évacuer ces avant-postes, pour la plupart construites sur des terres palestiniennes privées, et souvent leur fournissent un soutien financier à la place. Dans un certain nombre de cas, ces avant-postes illégaux sont rétroactivement légalisés (Al Haq, 2013). Ces établissements sont reliés par des routes de contournement. Depuis 1967, Israël a autorisé et a ouvert des centaines de kilomètres de routes de contournement, qui sont à l'usage exclusif des Israéliens. Ces routes isolent et séparent les communautés. (La Paix Maintenant, 2005) Les colons harcèlent souvent et attaquent les Palestiniens et leurs biens. Les attaques des colons israéliens contre les Palestiniens et leurs biens sont ignorés par l'OIF; en fait, de nombreuses attaques sont menées à leur protection. Ces attaques incluent parmi autres des attaques sur terre et arbres, des agressions de personnes, attaques sur les voitures et les maisons, les attaques contre les sites religieux et historiques, et expansion des colonies. (Arij, 2013)

Le gouvernement israélien a décidé de construire un mur en 2002, dans le but déclaré d'empêcher les attaques terroristes par des militants palestiniens. (OCHAOPT) Cependant, 85% est situé en Cisjordanie, à l'est de la Ligne Verte reconnue internationalement (Richard Falk, 2014), qui

démontre que le mur est une partie du système de barrières physiques et administratives visant à restreindre le mouvement palestinien et l'accès aux services et ressources dans toute la Cisjordanie (OCHAOPT). Dans certaines régions, le Mur de l'Apartheid se compose d'une masse de béton, allant à une hauteur entre 8 et 12 mètres, avec des tours armées de sniper, clôtures électrifiées, des zones tampons 30-100 mètres, des fils barbelés, des patrouilles militaires et des routes militaires.

Là où les zones tampons existent, la route est pavée pour des démolitions à grande échelle et l'expulsion des habitants palestiniens. (Stop the Wall, 2011) Lorsque le Mur de l'Apartheid est terminé, il est prévu à 708 km, coupant efficacement et isolant 9,4% du territoire de la Cisjordanie. (Richard Falk, 2014) En 2004, la Cour Internationale de Justice a statué que le Mur de l'Apartheid est illégal en vertu du droit international, et Israël sera obligé d'arrêter la construction du mur et de démanteler ce qui a été déjà construit. (CIJ, 2004)

Il ya une multitude de points de contrôle israéliens en Cisjordanie, avec barrages routiers et de barrières sur la barrière de séparation, tous qui restreignent la libre circulation des Palestiniens. En Février 2014 il y avait 99 postes de contrôle fixes en Cisjordanie: 59 sont des postes de contrôle internes, situés bien à l'intérieur de la Cisjordanie. (B'tselem, 2014) À la fin de 2012, OCHA a compté environ 532 barrages routiers par mois. Ces points de contrôle peuvent être fermés à tout moment et sans préavis, ce qui empêche les Palestiniens d'atteindre leurs lieux de travail, les établissements de santé, les écoles, et ainsi de suite. (B'tselem, 2007)

Plus d'une cinquième de la population palestinienne vive dans la pauvreté. La pauvreté à Gaza est deux fois plus élevée que dans la Cisjordanie, à un taux de 33,7% en 2009. (Banque mondiale, 2011). Israël contrôle non seulement les points de passage entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, mais aussi entièrement l'espace aérien de Gaza et les eaux territoriales. Le mouvement dedans ou dehors de la bande de Gaza, que ce soit des personnes ou des biens, à la Cisjordanie ou à l'étranger, est pratiquement impossible. Il y a aussi des restrictions sur le commerce international. Tout cela contribue à la distorsion de l'économie des territoires palestiniens occupés, donnant lieu à des niveaux élevés de pauvreté et de chômage, récession profonde et un niveau de vie diminué. (Banque mondiale, 2011). Le chômage en Gaza était aussi élevé que 38% en 2010, avec un chômage des jeunes élevé à 53,3%. L'économie (Banque mondiale, 2011) de Gaza est également effectuée par des nombreuses opérations militaires qui visent des civils et leurs biens. Israël a lancé l'Opération « Plomb Durci » en 2008. 1.400 Palestiniens ont été tués, dont 300 enfants et des milliers étaient sans-abri. (Amnesty International) Israël a largement ciblé l'infrastructure et des résidences. L'économie, qui était déjà en récession, a été décimée (Amnesty International). Le 14 Novembre, 2012 Israël a lancé l'opération « Pilier de la Défense », dans laquelle 167 Palestiniens ont été tués, dont 31 étaient des enfants. (Amnesty International, 2013)

Palestiniens peuvent être détenus par l'armée israélienne en détention administrative: un terme utilisé pour justifier le maintien d'un prisonnier palestinien indéfiniment, sans les inculper, les donner un procès équitable, ou même de les informer des soupçons contre eux. (Addameer, 2011A) Alors qu'il est interdit par le droit international, la politique de la détention administrative est largement utilisée, de plus en plus fréquente après la deuxième Intifada. (Addameer, 2011B) Depuis 1967, plus de

750.000 Palestiniens ont été détenus par Israël, ce qui représente environ 20% de la population palestinienne. (Richard Falk, 2013)

Environ 7500 enfants palestiniens ont été arrêtés par les forces d'occupation israéliennes depuis l'année 2000, selon DCI. Israël est le seul pays au monde qui poursuit systématiquement les enfants dans les tribunaux militaires. (DCI, 2013) La torture est utilisée sur les enfants et les adultes, dans les prisons et durant les interrogatoires. Cela inclut: violence physique, violence verbale, la privation de sommeil, l'isolement, la menace de nuire membres de la famille et attachement dans des positions douloureuses. (Addameer, 2011C)

Bien que plusieurs tentatives aient été faites pour relancer le processus de paix, qui a commencé au début des années 1990, aucun n'a réussi à apporter la paix et la justice dans la région. Ceci est causé par un manque de volonté de compromis sur certaines questions clés, comme le statut de Jérusalem, les réfugiés et les colonies. Dans le cas des négociations sur le statut final entre 31/07/13 et 29/5/14, un gel des activités de colonisation a été convenu afin que les négociations passent. Cependant, ces activités se sont poursuivies, par exemple, Israël a approuvé la construction d'environ 17 388 unités dans 37 colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie dans cette période. (Poica, 2014)

#### Kairos Palestine :

Témoin de la transformation de la Parole de Dieu en lettres mortes; utilisée pour priver les Palestiniens de leurs propres terres et droits, également témoin des appels à la violence et les guerres saintes contre eux au nom de Dieu, les chrétiens palestiniens ont soulevé leur voix de l'intérieur de leurs souffrances: Un cri de foi, d'espérance et d'amour. Dans le document palestinien Kairos, les Palestiniens abordent toutes les Eglises et les chrétiens à travers le monde en leur demandant de se tenir contre l'apartheid et l'injustice, les appelant à se détourner des théologies qui justifient l'occupation israélienne de la terre palestinienne. En outre, le document fait appel aux dirigeants politiques et décideurs et tous les peuples à prendre des mesures juridiques contre Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international: fin à son occupation de la terre palestinienne et met fin à toutes les formes de discrimination, oppression et l'apartheid. Il souligne également le rôle essentiel de la résistance non-violente de l'occupation, une résistance créative avec l'amour comme sa logique; ne pas résister à la mort, mais avec le respect ultime de la vie, une résistance qui est pas un outil de vengeance, mais un moyen qui termine le mal existant; libérant non seulement les victimes de l'injustice, mais aussi les auteurs ainsi.

## ***Terminologie***

*Territoires palestiniens occupés*: Le terme utilisé par les Nations Unies et la Cour Internationale de Justice qui se réfère à la Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem-Est: les territoires conquis par Israël en 1967.

*Jérusalem-Est*: Israël a unilatéralement étendu les limites municipales de la ville et illégalement annexé Jérusalem-Est, en 1967.

*Bande de Gaza*: Un territoire de 360 kilomètres carrés qui abrite environ 1,5 million de Palestiniens, considéré comme faisant partie des territoires palestiniens occupés.

*Green Line (La Ligne Verte)*: elle marque la division entre les territoires militairement occupés par Israël depuis 1967 et les territoires reconnus comme Israël. Elle a été créée par les accords d'armistice 1949, entre Israël et les pays voisins.

*Nakba*: Le mot arabe pour Catastrophe. Il se réfère à la purification ethnique et la dépossession des Palestiniens par Israël en 1948.

*Le processus de paix*: d'abord évoquant les négociations officielles entre les dirigeants politiques israéliens et palestiniens depuis le début des années 1990. Maintenant, il se dilate pour décrire les efforts diplomatiques internationaux en cours pour résoudre le conflit.

## Références (anglais):

- Addameer (2011A), "Administrative Detention", Online Resource: <http://www.addameer.org/etemplate.php?id=293>
- Addameer (2011B), "Administrative Detainees", Online Resource: <http://www.addameer.org/etemplate.php?id=342>
- Addameer (2011C), "Torture and Ill-treatment", Online Resource: <http://www.addameer.org/etemplate.php?id=294>
- Al Haq (2013), "Institutionalised Impunity: Israel's Failure to Combat Settler Violence in the Occupied Palestinian Territory", available online at: [http://www.alhaq.org/publications/publicationsindex/item/institutionalised-impunity-israel-s-failure-to-combat-settler-violence-in-the-occupied-palestinianterritory?category\\_id=11](http://www.alhaq.org/publications/publicationsindex/item/institutionalised-impunity-israel-s-failure-to-combat-settler-violence-in-the-occupied-palestinianterritory?category_id=11)
- Amnesty International, "Operation Cast Lead", Online Resource: <http://www.amnesty.ie/our-work/operationcast-lead>
- Amnesty International (2013), "Annual Report: The State of the World's Human Rights", Israel and the Occupied Territories, Online Resource: <http://www.amnesty.org/en/region/israel-and-occupied-palestinianterritories/report-2013>
- Arij (2013), "Israeli Settlers' Violations November 2012 - May 2013", Available online at: <http://www.arij.org/files/admin/specialreports/settlers%20violation%202013.pdf>
- Badil (2008), "Survey of Palestinian Refugees and IDPs", Available online at: <http://www.badil.org/en/almajdal/item/1279-summary-of-findings-badil%5C's-survey-of-palestinian-refugees-and-idps-2008>
- Badil (2010 A), "Refugee and IDP rights", Online Resource: <http://www.badil.org/en/refugee-a-idp-rights>
- Badil (2010 B), "Brief History of the Palestinian Refugee & IDP Case", Online Resource: <http://www.badil.org/en/historical-overview/38-historical-overview?format=pdf>
- B'tselem (2007), "Ground to a Halt: Denial of the Right to Freedom of Movement in the West Bank" [http://www.btselem.org/download/200708\\_ground\\_to\\_a\\_halt\\_eng.pdf](http://www.btselem.org/download/200708_ground_to_a_halt_eng.pdf)
- B'tselem (Updated 2014), "Checkpoints, Physical Obstructions, and Forbidden Roads", Online Resource: [http://www.btselem.org/freedom\\_of\\_movement/checkpoints\\_and\\_forbidden\\_roads](http://www.btselem.org/freedom_of_movement/checkpoints_and_forbidden_roads)
- B'tselem (updated in 2014), "Land expropriation and settlements", available online at: <http://www.btselem.org/settlements>
- DCI (2013), "Palestinian children detained in the Israeli military court system", Available online at: [http://www.dci-palestine.org/sites/default/files/un\\_sp\\_doc\\_opt\\_detention\\_2012\\_final\\_25jun2013.pdf](http://www.dci-palestine.org/sites/default/files/un_sp_doc_opt_detention_2012_final_25jun2013.pdf)
- Geneva Convention IV relative to the protection of civilian persons in the time of war, 1949, available online at: <http://www.icrc.org/applic/ihl/ihl.nsf/385ec082b509e76c41256739003e636d/6756482d86146898c125641e004aa3c5>